

Services du Premier ministre

Direction des Services Administratifs et Financiers

**Prestations d'audit de produits et services numériques de la DILA dans le cadre de la mise en
conformité avec les exigences en matière d'accessibilité (RGAA)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Numéro de consultation : 25_BAM_811_AC00

Procédure de passation : Procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 du
Code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE 1 -	IDENTIFICATION DES PARTIES.....	5
1.1	Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
1.2	Bénéficiaire.....	5
1.3	Présentation de la DILA	5
ARTICLE 2 -	CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1	Contexte	6
2.2	Objet de l'accord-cadre	7
2.3	Décomposition des prestations	7
ARTICLE 3 -	ALLOTISSEMENT	10
ARTICLE 4 -	PROCEDURE DE PASSATION	10
ARTICLE 5 -	FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	10
ARTICLE 6 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	11
ARTICLE 7 -	LIEU D'EXECUTION	11
ARTICLE 8 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	11
ARTICLE 9 -	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	12
ARTICLE 10 -	CONSIDERATION SOCIALE	12
ARTICLE 11 -	CONSIDERATION ENVIRONNEMENTALE	14
ARTICLE 12 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
12.1	Représentation des parties	14
12.2	Obligations du titulaire	17
12.3	Pilotage des prestations	19
ARTICLE 13 -	BONS DE COMMANDE	19
13.1	Émission des bons de commande	19
13.2	Modification des bons de commande.....	21
ARTICLE 14 -	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	21

14.1	Opérations de vérification	21
14.2	Décision après vérification.....	21
ARTICLE 15 - PENALITES		22
ARTICLE 16 - REGIME FINANCIER.....		25
16.1	Forme et contenu des prix	25
16.2	Avances.....	25
16.3	Cession ou nantissement de créances	26
16.4	Acomptes et paiements.....	26
16.5	Retenue de garantie et cautionnement.....	26
16.6	Intérêts moratoires.....	26
16.7	Modalités de facturation	27
ARTICLE 17 - CLAUSE DE REEXAMEN.....		27
17.1	Modification des délais.....	27
17.2	Evolution du référentiel RGAA.....	28
ARTICLE 18 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....		28
18.1	Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards	28
18.2	Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats.....	28
ARTICLE 19 - CLAUSE D'INFORMATION SUR LA DOUBLE LABELLISATION « DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES »		29
ARTICLE 20 - STIPULATIONS DIVERSES.....		30
20.1	Forme des notifications et des informations.....	30
20.2	Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français.....	30
20.3	Langue	31
20.4	Modifications relatives au droit du travail et à la protection de l'environnement.....	31
20.5	Sous-traitance	31
20.6	Assurances.....	32
20.7	Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre	32
20.8	Résiliation	32

20.9	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	32
20.10	Différends	32
20.11	Litiges et contentieux	33
ARTICLE 21 -	DEROGATIONS AU CCAG	33

Article 1 - Identification des parties

1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

L'État représenté par :

La Direction des Services Administratifs et Financiers (DSAF) du Premier ministre
Secrétariat Général du Gouvernement
20 Avenue de Ségur — TSA 70723 - 75 334 PARIS CEDEX 07

- Nom, prénom, qualité du signataire de l'accord-cadre et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique (nantissement ou cessions de créances) :

La personne signataire de l'accord-cadre, représentant du pouvoir adjudicateur est :
Monsieur Thibaut de VANSSAY de BLAVOUS – Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre, nommé par décret du 28 avril 2025 publié au JO n° 0101 du 29 avril 2025.

1.2 Bénéficiaire

Le bénéficiaire de l'accord-cadre est la Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA).

Le présent accord-cadre est passé par la Direction des Services Administratifs et Financiers (DSAF), qui est chargée de le signer et de le notifier au nom de la DILA. La passation, la signature et la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir en cours d'exécution de l'accord-cadre, ainsi que, le cas échéant, les reconductions et la résiliation, sont également traitées par la DSAF.

Pendant l'exécution, la DILA émet des bons de commande dont elle assure le financement sur son budget propre. Elle est responsable du suivi de la bonne exécution des prestations, et notamment de la constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet) et des décisions relatives à l'application de pénalités.

1.3 Présentation de la DILA

La direction de l'information légale et administrative (DILA) est une direction d'administration centrale des services du Premier ministre, placée sous l'autorité de la secrétaire générale du Gouvernement.

Elle exerce les missions de diffusion légale, d'information administrative et d'édition et de débat public.

L'année 2024 en chiffres (au 31 décembre 2024)

>> La diffusion légale

- 183 millions de visites pour Légifrance
- 31 662 textes publiés au JO (- 5,8 % par rapport à 2023)
- 135 536 abonnés au sommaire du JO
- 3,9 annonces légales publiées

- 15,3 millions de visites sur les sites d'annonces

>> L'information administrative

- 675 millions de visites pour service-public.fr (y compris Entreprendre.service-public.fr)
- 9,1 millions de démarches en ligne
- Près de 433 747 messages et appels téléphoniques d'utilisateurs traités
- 47 millions de visites pour Entreprendre.service-public.fr

>> L'information citoyenne, le débat public

- 29 millions de visites pour vie-publique.fr
- 201 ouvrages publiés
- 78 712 exemplaires vendus

Pour toute information complémentaire : <https://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/>.

Article 2 - Contexte et objet de l'Accord-cadre

2.1 Contexte

Le contexte est déterminé par :

- L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005¹ pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000037388867/
- Les services de communication au public en ligne sont définis comme toute mise à disposition du public ou de catégories de public, par un procédé de communication électronique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée (article 1er de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique). Conformément au II de l'article 47 de la loi du 11 février 2005 précitée, ils comprennent notamment :
- Les sites internet, intranet, extranet ; les progiciels, dès lors qu'ils constituent des applications utilisées au travers d'un navigateur web ou d'une application mobile ;
- Les applications mobiles qui sont définies comme tout logiciel d'application conçu et développé en vue d'être utilisé sur des appareils mobiles, tels que des téléphones intelligents (smartphones) et des tablettes, hors système d'exploitation ou matériel ;
- Le mobilier urbain numérique, pour leur partie applicative ou interactive, hors système d'exploitation ou matériel.
- Le Décret n° 2019-768 du 24 juillet 2019 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne impose aux administrations de rendre publique leur politique en la matière et les actions conduites.

Ainsi, la DILA doit :

- élaborer un schéma pluriannuel de mise en accessibilité de ses services de communication au public en ligne, qui est rendu public et décliné en plans d'actions annuels et dont la durée ne peut être supérieure à trois ans ;
- présenter sur la page d'accueil de tout service de communication au public en ligne : une mention clairement visible précisant s'il est ou non conforme aux règles relatives à l'accessibilité, un lien renvoyant à une page indiquant notamment l'état de mise en œuvre du schéma pluriannuel de mise en accessibilité et du plan d'actions de l'année en cours, un moyen permettant aux utilisateurs de signaler les manquements aux règles d'accessibilité de ce service.

2.2 Objet de l'accord-cadre

La DILA accorde un soin tout particulier à la qualité de réalisation de ses produits et services numériques. Elle est ainsi engagée depuis plusieurs années dans une démarche visant à respecter le référentiel général pour l'amélioration de l'accessibilité (RGAA) et le système de design de l'Etat. La DILA accorde également une grande importance à l'expérience utilisateur et à l'ergonomie.

Le présent marché a ainsi pour objet de permettre la commande, sous forme d'unités d'œuvre, de prestations d'audit destinées à accompagner la mise en conformité des produits et services de la DILA avec les exigences réglementaires en matière d'accessibilité numérique.

Les produits et services audités seront sélectionnés dans les domaines suivants :

- Les sites internet gérés par la DILA
- Les services en ligne du site service-public.fr (démarches en ligne)
- Les outils métiers (applications métiers internes à la DILA ou mises à disposition d'autres administrations)

2.3 Décomposition des prestations

2.3.1 Audit initial

Définition :

Cette prestation a pour but de vérifier le niveau de conformité avec le RGAA et les exigences en matière d'accessibilité d'un produit ou service numérique. Il s'agit en général du premier audit réalisé pour évaluer le taux de conformité du produit ou service, ou d'une nouvelle version du produit ou service.

Ce premier audit est généralement suivi d'un audit de contrôle destiné à vérifier la prise en compte des recommandations effectuées à la suite de ce premier audit et à établir la déclaration de conformité.

En collaboration étroite avec la DILA, le Titulaire réalise l'échantillonnage et liste les dérogations.

Livrables attendus :

- Rapport d'audit listant et explicitant tous les points non conformes, ainsi que les corrections et les évolutions à envisager pour rendre le site conforme. Ce document permet à la DILA d'assurer un suivi précis des corrections correspondant aux points non conformes.
- la grille d'audit répertoriant page par page les éléments non conformes, ainsi que les corrections à envisager pour rendre le site conforme.
- La déclaration d'accessibilité.

Le titulaire organise une réunion de présentation des résultats de l'audit, pouvant se tenir en présentiel ou en visioconférence.

Le niveau de complexité des prestations est lié aux nombres d'écrans à vérifier et à la complexité des éléments affichés sur ces derniers :

- Simple : Audit d'accessibilité de pages simples (par exemple : pages avec texte + images)
- Moyenne : Audit d'accessibilité de pages d'un niveau de complexité intermédiaire (par exemple : pages avec texte, images, documents en téléchargement, tableaux et

formulaire)

- Élevée : Audit d'accessibilité de pages complexes (par exemple : pages avec formulaires complexes avec auto-complétion, composants interactifs nécessitant le respect de *design patterns* précis comme des fenêtres modales ou des onglets.

Le délai de réalisation maximal après émission du bon de commande **est de 20 jours ouvrés**.

Récapitulatif des unités d'œuvre :

Code de l'unité d'œuvre	Objet de l'unité d'œuvre	Nombres de pages à auditer
UOIS	Audit RGAA initial de niveau simple	5 à 10 pages
UOIM	Audit RGAA initial de niveau moyen	11 à 15 pages
UOIC	Audit RGAA initial de niveau complexe	16 à 22 pages

Le planning de chaque audit est établi lors de la réunion de cadrage préalable.

2.3.2 Audit de contrôle

Définition :

Dans le cadre du développement d'un service numérique pour lequel une démarche de mise en conformité a déjà été engagée, l'audit de contrôle doit permettre de vérifier les corrections et évolutions réalisées suite à un premier audit.

L'audit porte prioritairement sur les éléments non conformes identifiés lors de l'audit initial et l'audit de contrôle est donc censé prendre moins de temps à périmètre constant.

Livrables attendus :

- rapport d'audit listant et explicitant tous les points encore non conformes, ainsi que les corrections et les évolutions à envisager pour rendre le site conforme. Ce document doit permettre à la DILA d'assurer un suivi précis des corrections correspondant aux points non conformes.
- la grille d'audit répertoriant page par page les éléments encore non conformes, ainsi que les corrections à envisager pour rendre le site conforme.
- la déclaration d'accessibilité mise à jour.

Sur demande de la DILA, le titulaire organise une réunion de présentation des résultats de l'audit, pouvant se tenir en présentiel ou en visioconférence.

Le niveau de complexité des prestations est lié aux nombres d'écrans à vérifier et à la complexité des éléments affichés sur ces derniers :

- Simple : Audit d'accessibilité de pages simples (par exemple : pages avec texte + images)
- Moyenne : Audit d'accessibilité de pages d'un niveau de complexité intermédiaire (par exemple : pages avec texte, images, documents en téléchargement, tableaux et formulaires)
- Élevée : Audit d'accessibilité de pages complexes (par exemple : pages avec formulaires complexes avec auto-complétion, composants interactifs nécessitant le respect de *design patterns* précis comme des fenêtres modales ou des onglets.

Le délai de réalisation maximal après émission du bon de commande **est de 20 jours ouvrés**.

Récapitulatif des unités d'œuvre :

Code de l'unité d'œuvre	Objet de l'unité d'œuvre	Nombre de pages à auditer
UOCS	Audit de contrôle de niveau simple	5 à 10 pages
UOCM	Audit de contrôle de niveau moyen	11 à 15 pages
UOCC	Audit de contrôle de niveau complexe	16 à 22 pages

Le planning de chaque audit est établi lors de la réunion de cadrage préalable.

2.3.3 Profils des consultants

Afin de mener à bien les missions qui lui seront confiées, le titulaire mobilise des profils disposant de compétences complètes en matière d'accessibilité numérique.

- **Expertise requise** : accompagnement et réalisation d'audits des services de communication au public en ligne, dans le cadre de leur mise en conformité avec les exigences du RGAA.
- **Engagements du titulaire** :
 - Constituer une équipe de consultants qualifiés et en assurer le maintien en nombre suffisant pendant toute la durée de l'accord-cadre.
 - Garantir, sans interruption, le respect des délais et des niveaux de qualité définis dans l'accord-cadre.
- **Compétences et expérience attendues** :
 - Maîtrise des normes et bonnes pratiques en accessibilité numérique (RGAA, WCAG, ergonomie inclusive).
 - Compétences techniques avérées dans l'évaluation et l'amélioration de l'accessibilité des services numériques.
 - Expérience professionnelle significative : au moins trois années d'expérience dans le conseil, l'accompagnement ou l'audit en accessibilité numérique.

2.3.4 Pilotage des prestations

Le pilotage de l'exécution de l'accord-cadre est assuré par la DILA, sous la responsabilité du référent accessibilité numérique, en lien avec le Département de la stratégie et de la sécurité. L'interlocuteur principal est M. Laurent Doubrère, responsable de la section « Pilotage et coordination » (laurent.doubriere@dila.gouv.fr).

Comité de pilotage

Un comité de pilotage est organisé au minimum une fois par trimestre. Les dates de ces comités sont fixées par la DILA et communiquées au titulaire au moins 15 jours ouvrés avant la réunion.

Ces comités ont pour objet :

- Le suivi des commandes passées, en cours et à venir ;
- Le suivi des livrables et des réceptions ;

- L'identification et le traitement des difficultés et risques opérationnels ou contractuels ;
- L'évaluation de la qualité via des indicateurs de service et la définition d'actions d'amélioration continue ;
- Le partage d'informations sur l'actualité et les perspectives d'évolution de l'accord-cadre.

Obligations des titulaires

Le titulaire s'engage à :

- Désigner un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès de la DILA pour l'exécution de l'accord-cadre. Toute modification d'interlocuteur doit être notifiée au plus tard 5 jours ouvrés à la DILA ;
- Préparer le support de présentation destiné au comité de pilotage ;
- Participer activement aux comités contractuels ;
- Rédiger le compte rendu du comité contractuel, à transmettre dans un délai d'une semaine après la réunion ;
- Remonter sans délai toute alerte relative à l'accord-cadre.

Suivi périodique

Le titulaire doit transmettre à la DILA, au moins une fois par trimestre, un état consolidé de son activité dans le cadre de l'accord-cadre. Ce document mentionne :

- La liste des bons de commande exécutés ou en cours (avec le détail : UO, niveau de complexité, quantité, objet, montant TTC, service concerné) ;
- ainsi qu'une synthèse de la consommation globale de l'accord-cadre par bon de commande.

Ce pilotage régulier garantit la traçabilité des prestations réalisées, le suivi des engagements contractuels et l'amélioration continue de la qualité de service. Les frais de pilotage sont inclus dans le prix des prestations et ne pourront donner lieu à une facturation supplémentaire.

Article 3 - Allotissement

En application de l'article L.2113-11 du code de la commande publique, le besoin n'est pas alloti. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes et l'allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Article 4 - Procédure de passation

L'accord-cadre est conclu selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123 -1 du Code de la commande publique.

Article 5 - Forme et montant de l'accord-cadre

Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R 2164-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 140 000 € HT sur sa durée totale. En cas d'atteinte de ce montant maximum, aucune commande nouvelle ne pourra être émise au titre du présent accord-cadre.

Article 6 - Durée de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre prend effet pour une durée initiale d'une année (1) an à partir de la date de notification.

Il peut être reconduit une (1) fois douze (12) mois de façon tacite.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est averti par tout moyen faisant foi au moins un (1) mois avant la date d'échéance du présent accord-cadre.

Le présent article s'applique sous réserve que le montant maximum du présent accord-cadre n'ait pas été atteint.

Article 7 - Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent à distance ou dans les locaux de la DILA situés au 26 rue Desaix, Paris 15ème.

Article 8 - Documents contractuels

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) dûment complété, daté et signé, dont l'original est conservé par l'administration et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU);
 - o Annexe 2 : Annexe relative aux coordonnées de la personne responsable en charge de l'accord-cadre ;
 - o Annexe 3 : cadre de réponse relative à la clause sociale;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP);
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA V4.1.2)
- L'offre technique du titulaire (seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de la personne publique tels qu'exposés dans l'offre technique).

Le CCAG-PI, bien que matériellement non joint au dossier de consultation, est réputé parfaitement connu des parties.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables aux représentants du pouvoir adjudicateur et aux services bénéficiaires de l'accord-cadre. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

Seul fait foi l'original de chacun de ces documents conservé dans les archives de l'administration. Les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

Article 9 - Marchés de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 10 - Considération sociale

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation) ;
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation).

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation) ;
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent accord-cadre prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet de l'accord-cadre. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de **150 heures**, à réaliser pendant la période ferme de l'accord-cadre ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

À l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent accord-cadre peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire de l'accord-cadre reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par l'accord-cadre.

Etape de la mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au bénéficiaire de l'accord-cadre par le titulaire.

Le titulaire transmet également au bénéficiaire de l'accord-cadre, la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le bénéficiaire de l'accord-cadre et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le bénéficiaire de l'accord-cadre et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis à l'acheteur accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande de l'acheteur ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'acheteur :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;

- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer l'acheteur au terme de la période ferme ou de reconduction de l'accord-cadre. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par l'accord-cadre ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par l'acheteur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Article 11 - Considération environnementale

Supports des livrables

Les livrables documentaires sont transmis de préférence au format dématérialisé via un espace de travail collaboratif. Dans la mesure du possible, ils seront compressés tout en conservant leur lisibilité. Ils seront systématiquement transmis sous un format modifiable par la DILA et répondant aux critères d'accessibilité (pas au format image). A la demande de la DILA, le titulaire doit pouvoir transmettre les livrables sous format ouvert.

Les livrables documentaires transmis sous format papier doivent l'être sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

En cas de recours à la reprographie, le mode recto/verso et en noir et blanc est privilégié.

Article 12 - Modalités d'exécution des prestations

12.1 Représentation des parties

12.1.1 Représentation de l'acheteur

Le bureau des achats ministériels de la Direction des Services Administratifs et Financiers (DSAF) du Premier ministre est l'interlocuteur désigné par le pouvoir adjudicateur pour toute information relative au suivi administratif de l'accord-cadre.

La Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA) des services du Premier ministre est l'interlocuteur désigné, en charge du suivi global de l'exécution des prestations. Dans ce cadre, elle est habilitée à émettre des bons de commande et à prendre toutes décisions relatives à l'exécution desdits bons de commande.

L'interlocuteur chargé de l'exécution des prestations est le département de la stratégie et de la sécurité.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

12.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique chargé de la coordination des prestations et habilité à le représenter auprès de la personne publique. Cet interlocuteur est désigné au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur veille à ce que, à chaque étape de l'exécution de l'accord-cadre, les ressources et moyens nécessaires sont mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des prestations. Il est joignable par téléphone et par courrier électronique. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

12.1.3 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans sa proposition technique et respectant les exigences du présent CCP. Après notification de l'accord-cadre, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et de son équipe) en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs. Cette équipe désignée devra être en mesure de répondre à l'ensemble des prestations attendues en suivant le fuseau horaire de Paris.

12.1.4 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, la DILA se réserve le droit de demander, par écrit et de manière motivée, le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants affectés par le titulaire à l'exécution des prestations.

Si, au cours de la mission, il apparaît que, au-delà des seuls critères de compétence, la qualité des prestations ou l'attitude d'un intervenant est jugée insatisfaisante, notamment au regard des exigences de sécurité, de confidentialité ou de conformité décrites dans le présent document, la DILA pourra exiger son remplacement dans un **délai de dix (10) jours** ouvrés suivant sa demande.

Le remplacement d'un intervenant ne saurait, en aucun cas, exonérer le titulaire de ses obligations de résultat, notamment en ce qui concerne le respect des planifications et délais d'exécution convenus.

Le nouvel intervenant proposé en remplacement est soumis à l'approbation préalable de la DILA. Le remplacement ne peut en aucun cas justifier une révision à la hausse du montant des prestations.

Par ailleurs, le titulaire peut, de sa propre initiative, proposer le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants, notamment en cas d'indisponibilité ou de départ. Dans ce cas, il en informe immédiatement la DILA, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la continuité de l'exécution des prestations soit assurée sans interruption ni dégradation.

Le titulaire est également tenu de proposer un remplacement en cas d'indisponibilité d'un intervenant. Il en informe la DILA dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés, et met en

œuvre tous les moyens nécessaires pour éviter tout impact sur l'exécution des prestations.

Dans tous les cas de remplacement, une période de recouvrement de quinze (15) jours ouvrés entre l'intervenant sortant et son remplaçant est à prévoir, sous réserve de validation préalable

12.1.5 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations et de fourniture des livrables sont définis au présent CCP ou, à défaut, précisés sur le bon de commande.

Le point de départ des délais d'exécution des commandes débute à compter de la date de notification du bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

La DILA se réserve le droit d'accepter, de refuser totalement ou partiellement toute demande de prolongation de délai.

12.1.6 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le titulaire est informé que, quelle que soit la somme des renseignements techniques donnés dans le CCP, son offre reçue sera considérée comme étant établie en pléines et entières connaissances des lieux et conditions de travail.

En aucun cas, la DILA ne pourra être tenue responsable d'un retard dans la livraison ou la mise en service, par suite d'une mauvaise interprétation de ses besoins.

Accès aux locaux de la personne physique :

Les accès aux différents locaux de la personne publique sont sécurisés et réglementés. Les modalités d'accès sont précisées par la personne publique lors de la phase d'initialisation. Ces modalités peuvent varier en fonction des locaux concernés. Les équipes du titulaire se doivent de respecter scrupuleusement les consignes fixées à cet égard (port du badge, tenue correcte, etc.).

Les experts qui sont conduits à travailler dans les locaux de la DILA se présentent dans une tenue adaptée et doivent toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité, émises par l'administration.

Par ailleurs, la DILA s'interdit un lien hiérarchique sur les experts mobilisés par le titulaire (ou ses sous-traitants). Elle ne peut pas les intégrer à son organigramme, ni leur appliquer ses règles internes de gestion RH. Le bénéficiaire peut formuler des attentes opérationnelles ou exprimer des besoins fonctionnels, mais toute instruction relative à l'organisation du travail, à la charge ou au temps de travail doit transiter par le titulaire (ou le mandataire du groupement). Le bénéficiaire peut contrôler la conformité et la qualité des prestations livrées, sans procéder à une évaluation individuelle des experts mobilisés. La relation contractuelle s'exerce uniquement avec le titulaire, qui reste responsable de l'exécution du marché.

En outre, lorsque les experts sont amenés à intervenir sur le site de la DILA, celle-ci doit prendre les mesures nécessaires pour qu'ils soient clairement distingués du personnel de l'administration. À cet effet, un dispositif d'identification visible doit être mis en place, tel que le port d'un badge distinctif ou tout autre moyen approprié permettant de les identifier sans équivoque.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

12.2 Obligations du titulaire

12.2.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCP. Le titulaire doit respecter strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la notification de l'accord-cadre, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

12.2.2 Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournis à la DILA. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Il a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire informe également sans délai la DILA, par tout moyen, de toutes nouvelles technologies ou de la disponibilité de tout nouveau produit ayant un rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

Par ailleurs, l'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

12.2.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents et informations communiqués par l'acheteur à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre et à ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour les connaître, à savoir la personne publique et le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures de la DILA et les objets auxquels il

aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter le caractère confidentiel.

Ces obligations s'entendent sans limitation de durée, s'appliquent au titulaire de l'accord-cadre, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Toute utilisation de la référence SPM/DILA doit faire l'objet d'une demande écrite auprès de la Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA) et recevoir l'accord écrit préalable de celle-ci. Cette clause concerne tous les termes permettant de désigner tout ou partie des services du Premier ministre et notamment les termes suivants : « services du Premier ministre », « secrétariat général du Gouvernement », « cabinet du Premier ministre », « Premier ministre ».

Le titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est soumise aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

La violation des obligations de confidentialité par le titulaire est susceptible d'entraîner la résiliation de l'accord-cadre à ses torts, sans indemnité.

12.2.4 Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations correspondant à l'accord-cadre qui lui est attribué, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et en sa qualité de professionnel et de maître d'œuvre des prestations, le titulaire de l'accord-cadre s'oblige :

- À garantir des résultats conformes aux prestations attendues et exigences requises, telles que décrites dans le présent CCP ;
- À faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur (et ses représentants) bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, à signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre, à retarder ou à compromettre le fonctionnement du système, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces de l'accord-cadre ;
- À respecter les dispositions de qualité et sécurité conformes à l'état de l'art.

12.2.5 Conflits d'intérêts

Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective de l'accord-cadre, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Dans ce cadre, il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que :

- Des situations de conflit entre les missions confiées au titre du présent accord-cadre et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;
- Ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire informe sans délai et par écrit l'administration de l'existence dudit conflit et prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'administration se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

12.2.6 Traitement des données personnelles

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) ainsi que la loi du 20 juin 2018 relative aux données personnelles. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

En application de ces textes, la personne publique est responsable de traitement. Le titulaire est son sous-traitant concernant la mise en œuvre des traitements de données personnelles

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

12.3 Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre la DILA et le titulaire.

Les modalités et la périodicité de ces réunions sont précisées à l'article 2.3.4 du présent document. Ces réunions ne donnent pas lieu à facturation.

Article 13 - Bons de commande

13.1 Émission des bons de commande

L'émission des bons de commande concerne l'ensemble des prestations. La DILA émet les bons de commande conformément à l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement

(Bordereau des Prix Unitaires – BPU). Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Toute prestation exécutée sans l'émission préalable d'un bon de commande ne peut donner lieu à règlement.

Si la complexité le justifie et dans l'hypothèse d'un dimensionnement préalable, la DILA fait précéder l'audit d'une réunion de cadrage organisée entre la DILA et le titulaire. Cette réunion a pour objet :

- la présentation par la DILA du produit ou service à auditer,
- la mise en contexte de l'audit,
- l'évaluation du niveau de complexité,
- la définition du planning de réalisation.

Cette réunion est incluse dans le coût de l'unité d'œuvre associée à la prestation.

À l'issue de cette réunion, le Titulaire transmet à la DILA, dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés, une proposition comprenant :

- une **proposition financière détaillée**, fondée sur le nombre et la combinaison d'unités d'œuvre nécessaires, conformément au BPU, en mentionnant les prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- un **calendrier prévisionnel**, précisant le délai maximum de réalisation et détaillant les principales étapes (préparation, réalisation de l'audit, restitution intermédiaire, rapport final) ;
- le cas échéant, les modalités de suivi et de validation (comitologie prévue au présent CCP) ;
- le cas échéant, une proposition de livrables intermédiaires, notamment des points d'étape ou synthèses intermédiaires.

La production de cette proposition ne constitue pas une prestation rémunérable au sens de l'accord-cadre. Elle ne crée aucun droit automatique à l'émission d'un bon de commande.

Ces éléments permettent à la DILA d'arbitrer entre plusieurs options :

- l'annulation de la demande,
- sa reformulation en vue de réduire la charge d'élaboration de la proposition,
- ou la confirmation de la demande et l'émission d'un bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre sans toutefois que le délai d'exécution de ceux-ci puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Un même bon de commande peut porter sur plusieurs UO.

Chaque bon de commande précise notamment :

- L'intitulé de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le nom et les coordonnées du titulaire ;
- Le détail des prestations commandées (désignation des UO) ;
- Les livrables attendus ;
- Le délai d'exécution des prestations ;

- Le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC;
- L'adresse exacte de facturation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier à la DILA ses observations relatives aux prescriptions dudit bon de commande.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

13.2 Modification des bons de commande

Les bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre peuvent être annulés ou modifiés par des bons de commande postérieurs rectificatifs.

Ces bons de commande rectificatifs ne peuvent concerner des prestations déjà exécutées. Celles-ci donnent lieu à un règlement après réception et établissement du service fait dans les conditions prévues au présent accord-cadre.

Les bons de commande dont l'exécution a été entamée peuvent être résiliés dans les conditions définies par le CCAG-PI en matière de résiliation.

Article 14 - Constatation de l'exécution des prestations

14.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché. Elles s'effectuent conformément aux stipulations de l'article 26 du CCAG-PI, à l'exception des articles 26.2, et 26.5 dudit CCAG auxquels le présent accord-cadre déroge en ce que :

- D'une part, le délai de vérification des prestations est celui cité ci-après ;
- D'autre part, sauf demande expresse de l'administration, la présence du titulaire n'est pas requise pour les opérations de vérifications.

Le titulaire remet les livrables définis dans le CCP et lors des réunions de cadrage et/ou de suivi dans les délais convenus avec l'administration et fixés dans les bons de commande.

Le représentant de la personne publique est responsable de la constatation et de la certification du service fait (opérations de vérification, de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet).

Les opérations de vérification des prestations ont pour but de s'assurer que les productions réalisées sont conformes aux prescriptions fixées dans le présent document.

A la fin de chaque prestation, les livrables produits par le titulaire sont adressés à la personne publique par voie électronique. A compter de la remise des livrables, le représentant de l'acheteur se réserve un délai **d'un mois maximum** pour prononcer l'admission des livrables.

Les livrables fournis doivent, autant que possible, pouvoir être modifiés par la DILA. La DILA ou le bénéficiaire peuvent en cours de marché proposer des formats de livrables que le titulaire devra respecter.

14.2 Décision après vérification

Les opérations de réception dérogent à l'article 27 du CCAG-PI comme suit :

- **Réception des livrables**

La personne publique prononce la réception des livrables si ceux-ci répondent aux stipulations du marché public. Si la personne publique ne notifie pas de décision dans un délai d'un mois à compter de la réception des livrables, les prestations sont considérées réceptionnées.

- **Ajournement des livrables**

Si certains compléments ou améliorations sont nécessaires à la mise en conformité des prestations, la personne publique prononce l'ajournement assorti d'un délai de quinze jours pour parfaire les prestations.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point dans le délai imparti. A défaut, la personne publique ou son représentant prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations en cause pour non-conformité.

- **Réfaction des livrables**

Si la personne publique estime que les prestations présentées, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec application d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

La décision de réfaction est motivée. A la réception de la décision, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision. En cas d'observation du titulaire, la personne publique dispose d'un délai de quinze jours pour présenter une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification dans ce délai, la personne publique est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

- **Rejet**

Si suite à l'ajournement des prestations, celles-ci appellent de la part de la personne publique des réserves telles qu'il n'est pas possible d'en prononcer la réfaction, la personne publique notifie au titulaire une décision motivée de rejet partiel ou total.

A la réception de la décision, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. En cas d'observations du titulaire, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours pour présenter une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public dans un délai raisonnable et inférieur au délai initial fixé par l'acheteur et sans paiement supplémentaire de la part de l'acheteur.

Article 15 - Pénalités

15.1.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à une pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction

contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les réfections et pénalités prévues au présent article ne se substituent en aucun cas aux indemnités liées aux préjudices qui pourraient être causés par le Titulaire lors de l'exécution des prestations, notamment dans les cas des prestations de maintenance.

Les pénalités ne constituant pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les différentes pénalités mentionnées ci-dessous sont cumulatives, et elles sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15.1.2 Pénalités en cas de retard liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont calculées sur la base du nombre de jours calendaires de retard imputables au titulaire.

Le montant total des pénalités appliquées ne pourra excéder 40 % de la valeur de la prestation concernée.

15.1.3 Non-respect de la qualité des livrables

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, si le titulaire ne respecte pas pour chaque unité d'œuvre, la qualité des livrables attendus, il encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

15.1.4 Pénalités pour non-respect des conditions relatives à l'équipe du titulaire

Le titulaire encourt une pénalité dans l'un au moins des cas suivants :

- le titulaire n'est pas en mesure d'affecter l'intervenant mentionné dans son offre technique - ou un profil équivalent - au moment du démarrage d'un projet,
- le titulaire ne procède pas au remplacement d'un intervenant sur demande de l'administration dans les 10 jours calendaires suivant la demande motivée,
- le titulaire affecte un intervenant qui ne correspond pas à celui mentionné dans son offre technique en cours de projet (ou équivalent et accepté par la DILA,

Cette pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur du bon de commande ;

R = le nombre de jours pendant lequel l'intervenant n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

15.1.5 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'accord-cadre, les pénalités suivantes :

- 100 € par jour ouvré de retard si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale.
- 100 € par jour ouvré de retard si, après demande, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.

Une pénalité (HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par l'accord-cadre et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 40 en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le présent CCP.

15.1.6 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalités pour travail dissimulé :

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 50 (cinquante) euros à partir de la date prévisionnelle de régularisation et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail :

En cas de retard de production des documents dans un délai de 15 (quinze) jours à partir de la date prévisionnelle d'envoi des documents, il est appliqué une pénalité de quinze (15) euros par jour jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du contrat.

Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail :

En cas de retard de production du document dans un délai de 15 (quinze) jours à partir de la date prévisionnelle de production, il est appliqué une pénalité de 15 (quinze) jours jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du contrat.

Pénalités pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire :

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou

postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations au pouvoir adjudicateur dans les 20 (vingt) jours à compter du fait générateur, il est appliqué une pénalité de 50 (cinquante) euros jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du contrat.

Article 16 - Régime financier

16.1 Forme et contenu des prix

Les prix des prestations sont établis en euros HT et TTC. Ils figurent dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement de l'accord-cadre (Bordereau des Prix Unitaires – BPU).

Les prix sont unitaires et fermes pour toute la durée du marché.

Ils sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du présent marché et incluent tous les frais annexes afférents à la réalisation des prestations demandées, conformément à l'article 101.3 du CCAG-PI.

Les prestations sont rémunérées par application des prix figurant au BPU aux quantités exécutées.

Les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts sont applicables.

Les prix sont réputés inclure l'ensemble des sujétions impliquées par l'exécution de l'accord-cadre, notamment :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Les frais relatifs au pilotage des prestations ;
- La concession, la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- Tous les frais annexes et, le cas échéant, les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

16.2 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, il est versé au titulaire, une avance égale à 30 % du montant du bon de commande en application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

16.3 Cession ou nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45, R.2191-63 du Code de la Commande publique, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2184-12, R.2184-13 du Code de la commande publique est le Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre.

16.4 Acomptes et paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

En tout état de cause, les acomptes ne peuvent dépasser 60% du montant de la prestation commandée.

Le paiement du solde n'intervient qu'à réception définitive des livrables.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

16.5 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

16.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans avoir à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont

commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminués des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

16.7 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

L'ordonnateur des paiements est la DILA.

Le comptable assignataire des paiements/destinataire des factures est :

Madame l'agente comptable du budget annexe « Publications officielles et information administrative »
Service Facturier
26 rue Desaix
75727 PARIS Cedex 15

Les prestations sont financées sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative », programmes 623 et 624.

Article 17 - Clause de réexamen

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent accord-cadre devaient intervenir, les parties peuvent convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent accord-cadre. L'application de la présente clause de réexamen peut notamment conduire à l'ajout d'unités d'œuvre au bordereau des prix unitaires.

17.1 Modification des délais

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, le calendrier de réalisation des projets ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les bons de commande peuvent être modifiés.

Si ces modifications sont réalisées à la demande de l'acheteur, celui-ci prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces modifications interviennent à la demande du titulaire, celui-ci communique par écrit, les nouveaux délais et motive sa demande. L'acheteur est en droit de refuser ces changements de délais et d'exiger au titulaire le respect des délais initiaux.

Lorsque les modifications de délais ont des impacts sur les modalités de paiement, les opérations de vérification, les garanties, et autres éléments liés à l'exécution de l'accord-cadre,

il peut être conclu un avenant sous réserve que ces modifications ne constituent pas des modifications substantielles au sens de l'article R2194-7 du code de la commande publique.

Les modifications mineures de délais, sans impact financier ni caractère substantiel, feront l'objet d'un simple échange de courrier entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception postale.

17.2 Evolution du référentiel RGAA

En cas d'évolution significative du Référentiel RGAA, publié par la DINUM, au cours de l'exécution de l'accord cadre, certaines prestations pourraient nécessiter un réexamen, pouvant donner lieu à un avenant de modifications.

Article 18 - Régime des droits de propriété intellectuelle

18.1 Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 du CCAG PI qui définissent les Connaissances antérieures et les Connaissances antérieures standards et également les stipulations de l'article 33 et 34 qui en précise notamment le régime, s'appliquent au présent Accord-cadre.

18.2 Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I. les Résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent les éléments réalisés par l'Acheteur dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'Accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment par tous moyens

de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;

- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les Résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers.
- de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les Résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs.
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les Résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre du fait d'une défaillance du titulaire.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des Résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'accord-cadre, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant des prestations. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations.

Article 19 - Clause d'information sur la double labellisation « diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre bénéficie du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité.

A ce titre, elle conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et, d'autre part, à prévenir les discriminations et à favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » a été élaboré. Il est annexé au règlement de la consultation.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence, ni sur l'analyse des candidatures, ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire complété peut être remis soit au moment de la remise de l'offre, soit au moment de l'attribution de l'accord-cadre au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire de l'accord-cadre tous les ans.

Article 20 - Stipulations diverses

20.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font via la plateforme des achats de l'État (PLACE) ou par messagerie électronique.

20.2 Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, serait établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués à l'acheteur, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R1263-4-1 et R1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R1263-2-2. La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant, la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non-production de cette liste, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

20.3 Langue

Conformément aux articles R 2143-16 et R 2151-12 du Code de la commande publique, tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français.

20.4 Modifications relatives au droit du travail et à la protection de l'environnement

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-PI, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent accord-cadre et relatives :

- D'une part à la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail ;
- D'autre part à la protection de l'environnement, ne donnent pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Celui-ci est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

20.5 Sous-traitance

L'agrément et le paiement des sous-traitants sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

20.6 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être titulaire d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

20.7 Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

20.8 Résiliation

L'Accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les conditions définies au Chapitre 7 du C.C.A.G.- PI.

20.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-PI.

20.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions des articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

20.11 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi selon le droit français. Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige est porté devant le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04 – Tél. 01.44.59.00.

Article 21 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCP	Article du CCAG-PI auquel il est fait dérogation
13.1	3.7.2
14.1	26.2 et 26.5
14.2	27
15	14
18	35
20.4	6.2 et 7,2

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) prévalent sur celles du CCAG-PI.